

DES MAMMOUTHS COMMERCIAUX ECRASENT LES VILLES :

Les citoyens européens se mobilisent !

Que l'on parle de « *projet de revitalisation urbaine* », de « *projet de cœur de ville* » ou autres, toutes ces formules s'appliquent à une même réalité. Il s'agit toujours de mettre en place des centres commerciaux gigantesques (20.000 à 30.000 m²) aux portes immédiates d'un centre-ville existant. Pour cette installation, des groupes financiers privés proposent d'acheter, à bon prix, des espaces publics stratégiques, indispensables au développement de la ville et aux citoyens.

Suivant cette logique, la place du Barlet à Douai, la place du Jeu de Paume à Beauvais ou les berges de la Vesdre à Verviers sont irrémédiablement confisquées.

Cet afflux de cellules commerciales, censé engendrer une « *revitalisation* », provoquera au contraire une **désertification** des rues commerçantes existantes et un **appauvrissement** de l'ensemble des fonctions urbaines (habitat, environnement social et culturel, éducation, mobilité, ...). Pour les promoteurs financiers, le succès et la durabilité de leur Barnum commercial comptent moins qu'une revente rapide et de copieux gains. ... Et tant pis pour l'avenir de la cité !

Douai, Beauvais et Verviers. Trois villes européennes de taille moyenne (± 50.000 habitants), au profil comparable, et dont le cœur urbain est actuellement menacé par un méga centre commercial. Derrière ce scandale urbanistique, culturel, social et économique, chaque fois le même instigateur : le promoteur financier FORUMINVEST qui, du reste, a déjà revendu ses projets français de Beauvais, Mantes et Marseille à la foncière britannique HAMMERSON. Où est l'investisseur patrimonial sur le long terme ?

En France ou en Belgique, le processus de mise en place et le gigantisme du projet sont étonnamment semblables. Ces énormes boîtes à chaussure de type périphérie urbaine sont imposées dans le tissu urbain et viennent y rompre les équilibres qui font vivre nos villes européennes. Les auteurs de ces mastodontes sont incapables de tenir compte de l'environnement, du patrimoine, de la culture, du cadre humain et de l'économie locale. Bref, des projets conçus en dehors de toute analyse sérieuse préalable.

Quant aux procédés mis en œuvre pour déjouer les garde-fous de nos démocraties, ils laissent pantois. Il suffit aux financiers de mettre le pied dans la porte, de faire signer aux autorités en place un contrat d'exclusivité et un protocole d'accord aux clauses abusives et de garder la mainmise sur toute la communication du projet. Les étapes décisives sont réglées en coulisses, entre le promoteur privé et quelques décideurs politiques. Tout le reste (principes et règles d'aménagement du territoire, enquêtes publiques, rôle des médias, ...) semble n'être que formalités administratives et marketing publicitaire (vous avez voté pour nous !, de l'emploi !, du parking !, des millions d'Euros !, ...).

Douai, Beauvais et Verviers. Trois villes où les citoyens se mobilisent pour empêcher l'inacceptable. Face à une situation aussi grave, les citoyens de ces trois villes ont décidé d'unir leurs forces et dénoncent un phénomène qui menace le patrimoine, la qualité de vie et la spécificité de nos cités européennes.

Association Sauvons la place du Barlet – Douai (France)

Association des Amis du Quartier du Jeu de Paume – Beauvais (France)

Association Vesdre-Avenir – Verviers (Belgique)